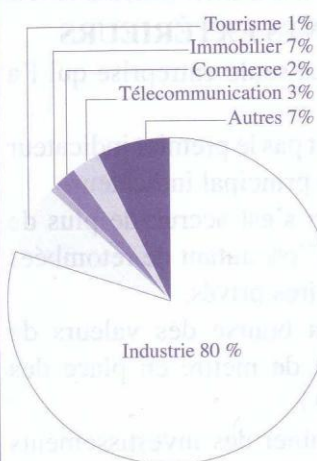
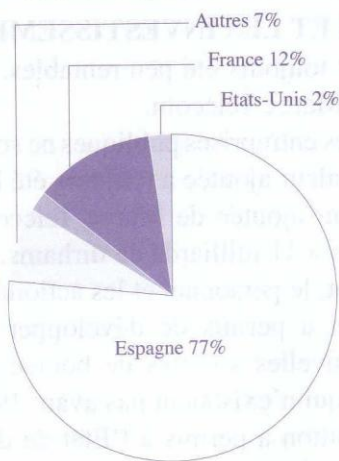
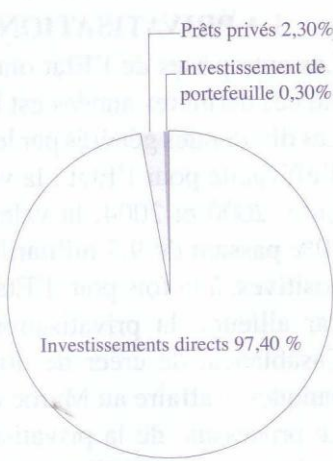


Document 1	PREMIÈRE PARTIE	
SOLDES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS MAROCAINE (EN MILLIONS DE DIRHAMS)		
	2002	2003
A• COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	16 276,3	15 526,8
Biens	-33 738,7	-41 267,3
Services	+21 451,7	+24 294,3
Revenus	-8 136,9	-6 974,2
Transferts courants	+36 700,2	+39 474,0

	2002	2003
B• COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	-7.166,2	3 974,2
Capital	-66,8	-96,6
Opérations financières	-7 099,4	+4 070,8
-Secteur privé	+7 040,6	+14 875,0
-Secteur public	-13 970,1	-10 804,2
-Autres	-169,9	
C• ECART STATISTIQUE	-2 081,7	-3 674,1
TOTAL	+7 028,4	+15 826,9

Document 2
LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS AU MAROC
REPARTITION DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES PAR NATURE D'OPERATION (EN MILLIONS DE DIRHAMS)

	2000	Parts en %	2003	Parts en %
Investissements directs	4 997,7	39,6	22 919,8	97,4
Investissements de portefeuille	319,2	2,5	84,8	0,3
Prêts privés	7 323,0	57,9	534,8	2,3
Total	12 639,9	100	23 539,4	100

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS PAR SECTEUR EN 2003

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS PAR PROVENANCE EN 2003

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS PAR NATURE D'OPÉRATION EN 2003


Source : Revue d'information BMCE n° 295 Février 2004

Document 3**MIEUX COMPRENDRE LE SOLDE DE LA BALANCE DES CAPITAUX**

L'excédent de la balance des capitaux n'est pas nécessairement une bonne chose puisque des entrées de capitaux supérieures aux sorties améliorent peut-être à court terme la situation de la balance des paiements, alors qu'à plus longue échéance, il faudra rembourser les prêts (mouvements de capitaux en sens inverse), verser des intérêts ou des dividendes qui correspondent à la rémunération des capitaux investis (d'où une détérioration du solde des invisibles). En revanche, un déficit de la balance des capitaux peut traduire de forts investissements réalisés à l'étranger et donc des revenus futurs (amélioration du solde des invisibles).

Au Maroc, en 2003, la balance des capitaux a dégagé un excédent appréciable lié à l'augmentation importante des recettes générées par l'opération d'acquisition, à hauteur de 80%, de la régie des tabacs par le groupe franco-espagnol Altadis.

Source : BTS 2^{ème} année Hachette Technique 2002 texte adapté

PREMIER TRAVAIL À FAIRE :

A partir du document 1 :

- 1** Calculer le taux de variation en % de 2003 par rapport à 2002:
 - a. Du solde de la balance commerciale;
 - b. Du solde de la balance courante.
- 2** Calculer :
 - a. le solde de la balance des invisibles en 2002 et 2003;
 - b. le taux de variation en % du solde des invisibles.
- 3** Interpréter l'évolution de la balance courante.
- 4** A partir du document 2 (tableau et graphes 1,2,3), commenter la structure et l'évolution des investissements étrangers au Maroc.
- 5** Dégager, à partir des documents 1, 2 et 3, l'impact de l'évolution des différents postes de la balance des capitaux sur l'économie nationale.

Document 4**DEUXIÈME PARTIE****LA PRIVATISATION ET LES INVESTISSEMENTS EXTÉRIEURS**

Les entreprises de l'Etat ont toujours été peu rentables. La seule entreprise qui l'a été ces dernières années est Maroc Telecom.

Les dividendes générés par les entreprises publiques ne sont pas le premier indicateur d'efficacité pour l'Etat : la valeur ajoutée a toujours été le principal indicateur.

Entre 2000 et 2004, la valeur ajoutée de Maroc Telecom s'est accrue de plus de 20% passant de 9,3 milliards à 11 milliards de dirhams. C'est autant de retombées positives, à la fois pour l'Etat, le personnel et les actionnaires privés.

Par ailleurs, la privatisation a permis de développer la bourse des valeurs de Casablanca, de créer de nouvelles sociétés de bourse et de mettre en place des banques d'affaire au Maroc qui n'existaient pas avant 1993.

Le processus de la privatisation a permis à l'Etat de drainer des investissements extérieurs particulièrement importants vers des secteurs industriels, les

télécommunications, le tourisme, l'énergie et vers le secteur financier. Le Maroc est passé aujourd'hui au 4^{ème} rang parmi les pays arabes destinataires des IDE, devançant l'Egypte et l'Arabie Saoudite. Malgré cette embellie, des voix discordantes se font entendre pour dire ce que sera le budget de l'Etat à l'horizon 2007. Les plus optimistes pensent qu'il faut améliorer la croissance économique en arrivant à dépasser les 3,2%. D'autres pensent que le Maroc n'est pas à l'abri d'une pression fiscale.

IDE : Investissement direct étranger

Source : Challenge hebdo du 14 au 20 janvier 2005

Document 5

DE L'AFFECTATION DES RECETTES DE PRIVATISATION

Depuis sa création, le Fonds Hassan II bénéficie d'environ 50% des recettes des privatisations.

L'intervention en subventions représente 58% des engagements du Fonds Hassan II contre 13% pour les avances remboursables et 29% pour les prises de participation.

Or, pour pérenniser le Fonds, après la vague des privatisations, il est important de renforcer les prises de participation.

(...) Déficit budgétaire pour 2005 : 3%. Ce chiffre affiché dans la loi de finances respecte les normes du FMI. Cependant, il comprend quelques 12 milliards de dirhams de recettes de privatisation, ce qui fâche d'autant les institutions financières internationales.

Par ailleurs, force est de constater que les charges de fonctionnement de l'Etat ont cru dans des proportions inquiétantes : elles atteignent en 2005, 12,5% du PIB.

Source : Option citée

Document 6

INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS (EN MILLIONS DE DIRHAMS ET EN POURCENTAGE)

	1981	2004
• Déficit budgétaire	-11 153	-14 335
En % du PIB	-14,1%	-3,2%
• Solde du compte courant de la balance des paiements	-9 630	5 748
En % du PIB	-12,2	<u>1,3%</u>
• Avoirs extérieurs nets	86	134 825
• Réserve de change en mois d'importation	0,05	9,5
• Taux d'inflation	12,5%	<u>1,5%</u>

- En 2004, la croissance économique réelle a atteint un taux de 3,5%. Cette croissance est essentiellement due à l'apport des secteurs agricole, touristique et bâtiments et travaux publics (BTP).

- Le taux de chômage enregistré au 3^{ème} trimestre est de 10,9%.

Source : La Tribune du 24 Février au 2 Mars 2005

DEUXIÈME TRAVAIL À FAIRE :

A partir du document 4 :

6 a. Pourquoi l'Etat préfère-t-il le critère de la valeur ajoutée à celui de la rentabilité en matière d'efficacité économique ?

b. Reproduire et compléter le tableau ci-après :

EFFETS POSITIFS DE LA PRIVATISATION

Sur le budget général de l'Etat	Au niveau de l'économie nationale
•	•
•	•
•	•

A partir du document 6 :

7 a. Que signifient les chiffres soulignés ?

b. Interpréter l'évolution du déficit budgétaire.

8 a. Reproduire et compléter le tableau suivant :

Les grands équilibres économiques	Réalisation de l'économie marocaine en 2004
Taux d'inflation	Taux=1,5%
.....	
.....	
.....	

b. En vous référant à vos connaissances personnelles et aux éléments fournis à travers les différents documents, montrer que ces équilibres relatifs restent fragiles.

9 En 1981, pour réduire l'inflation, l'Etat a eu recours à l'encadrement du crédit :

a. En quoi consiste cette politique ?

b. Quel est le principal inconvénient, sur le plan économique, de cet outil de régulation ?

Document 7

TROISIÈME PARTIE

A LA RECHERCHE DE L'ÉQUILIBRE EXTÉRIEUR

A partir du moment où un pays a des relations avec l'étranger, il ne peut garder sa crédibilité et poursuivre ses échanges en laissant s'accumuler déficits et dettes extérieures. Il est contraint de limiter le déficit commercial et l'endettement de la nation. De ce fait, les marges de manoeuvre des politiques économiques nationales sont réduites.

La recherche de l'équilibre extérieur va fortement conditionner la politique économique interne.

Ainsi, les politiques de relance budgétaire et monétaire risquent d'échouer. En effet, la relance risque d'être inflationniste. La demande augmentant, le déficit commercial risque de se creuser : L'effet multiplicateur d'investissement profiterait plus aux entreprises étrangères.

Par ailleurs, cette évolution combinée avec le départ des capitaux, du fait de taux d'intérêt moins attractif, va se traduire par des attaques sur la monnaie nationale qui pourraient conduire à une dévaluation dont les retombées peuvent être négatives. En conséquence, l'Etat devra se résigner à adopter une nouvelle politique de rigueur. Le financement du budget fait craindre deux effets : l'effet d'éviction et l'effet boule de neige.

Source: texte adapté des cahiers français n° 279 Janvier- Février 1998.

Document 8

DETTE DU TRÉSOR
(EN MILLIOMS DE DIRHAMS ET EN POURCENTAGE DU PIB)

	1997	2001	2002	2003	2004
Dettes totale du Trésor	252 089	286 496	284 106	290 409	294 476
En % du PIB	79,2	74,8	71,5	69,4	66,6
Dettes intérieure	121 712	175 899	191 544	211 485	224 076
En % du PIB	3,2	45,9	48,2	50,5	50,7
Dettes extérieure	130 377	110 597	92 562	78 924	70 400
En % du PIB	41	28,9	23,3	18,9	15,9

Source : La Tribune du 24 Février au 2 Mars 2005

- 10** La dévaluation est-elle suffisante pour réduire les déséquilibres extérieurs?
- 11** Expliquer l'expression soulignée du document.
- 12** **a.** Commenter l'évolution et la structure de la dette du trésor.
b. Sur la base des connaissances acquises, quels sont les facteurs qui ont permis ces performances ?